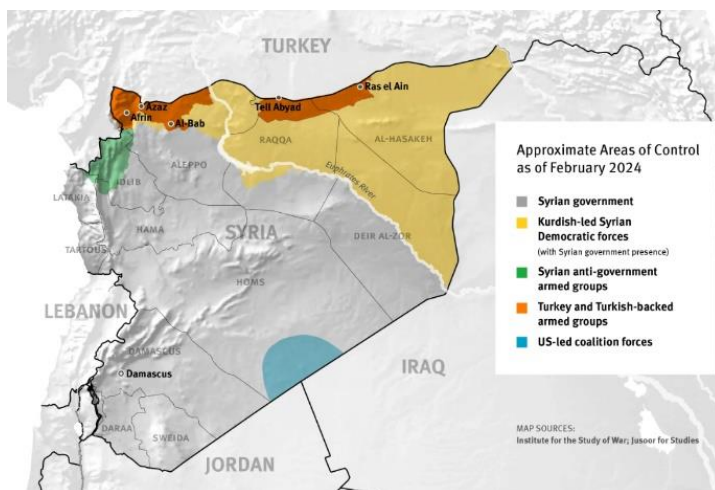


Factsheet Syrie

Avril 2024

1. Faits et chiffres



Carte: HRW, février 2024

Population. En 2023, la population totale était estimée à 23,2 millions.

Religions. Islam sunnite (75 %), suivie par l'islam alaouite (12 %), le christianisme (10%) et le druzisme (3 %).

Principales langues : l'arabe et le kurde.

Groupes ethniques : Arabes (50%), Alaouites (15%), Kurdes (10%), Levantins (10%). Autres (15%) : Druzes, Ismaéliens, Assyriens, Turkmènes, Arméniens.

Système politique. La République Arabe Syrienne est dirigée par le président Bachar al-Assad qui a succédé à son père Hafez al-Assad en 2000. Ce dernier a légué à son fils une structure politique répressive et étroitement contrôlée par un cercle intérieur dominé par les membres de la communauté chiite alaouite de la famille Assad. En 2021, Bachar al-Assad a été réélu pour sept ans avec plus de 95 % des votes. L'Union européenne (UE) et les États-Unis ont estimé que ces élections n'étaient ni libres, ni équitables, ni inclusives.

2. Profils à risque

Seuls les groupes à risque les plus importants sont mentionnés ci-dessous. Des informations plus détaillées et complètes sont disponibles dans la dernière mise à jour (février 2023) de l'Analyse commune et note d'orientation de l'European Union Agency for Asylum (EUAA).

- **Personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant au gouvernement :** toute personne qui s'oppose, émet des critiques et/ou qui habite des régions considérées comme associées à l'opposition. Membres de familles ou entourage également ciblés.
- **Les insoumis et les déserteurs :** Risques de torture et de mauvais traitements si l'insoumission est vue comme un acte politique ou anti-gouvernemental. L'arbitraire prévaut. Risque élevé d'arrestation aux postes de contrôle.
- **Personnes soutenant ou perçues comme soutenant le gouvernement :** professionnel-le-s, groupes ethniques et religieux minoritaires (alaouites, chiites et druzes) et autres civil-e-s. Ciblés par Daesh et par les groupes anti-gouvernementaux.
- **Les personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant, aux groupes armés anti-gouvernementaux** dans les régions qu'ils contrôlent : journalistes, avocat-e-s,

militant·e-s politiques et/ou droits humains et travailleurs·euses humanitaires. Ciblés pour leur soutien, réel ou présumé, au gouvernement ou à des groupes armés rivaux.

- **Les personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant, au Parti de l'union démocratique (PYD) ou Unités de protection du peuple (YPG)** dans les zones sous leur contrôle de facto, y compris les membres des partis d'opposition kurdes, des journalistes, militant·e-s politiques et des manifestant·e-s.
- **Certains professionnel·le-s** : journalistes, universitaires, médecins, professionnel·le-s de la santé, travailleurs·euses humanitaires et défenseurs·euses des droits humains.
- **Membres de groupes religieux et ethniques minoritaires** : la situation varie selon la région et qui la contrôle.
- **Femmes** : exposées à des violations par les différentes parties au conflit. Violence sexuelle/domestique, crimes d'honneur, mariages forcés, exploitation sexuelle.
- **Enfants** : recrutement forcé, violence sexuelle, violence domestique, travail forcé.
- **Personnes LGBTQI+** : ciblées par la famille immédiate et élargie, la société, les autorités gouvernementales, ainsi qu'une série de groupes armés.

3. Développements sécuritaires récents

Le régime syrien a reconquis une grande partie du territoire ces dernières années.

Depuis 2017, le régime syrien, et ses alliés russes et iraniens, a progressivement repris le contrôle de larges parties du territoire. En 2023, il contrôlait [environ 70 % du pays](#), y compris le centre et le sud de la Syrie, les gouvernorats le long de la côte méditerranéenne et certaines parties de l'est de la Syrie et d'Alep. Les villes les plus importantes du pays, telles que Damas, Homs ou Hama sont sous le contrôle du régime syrien.

Présence limitée dans le nord-est du pays. Blocus de la ville d'Alep depuis août 2022.

Depuis le cessez-le-feu conclu en mars 2020 entre la Turquie et la Russie, les principales lignes de front dans le nord-est et le nord-ouest sont restées statiques. Contrôle très relatif du régime syrien sur les territoires et [certaines villes comme Alep](#), notamment en raison de son incapacité à sécuriser certaines régions et à fournir des services de base. Depuis août 2022, le régime a imposé un [blocus sur certaines zones à majorité kurde](#) du nord de la région d'Alep, créant de graves pénuries de carburants et de fournitures essentielles pour des dizaines de milliers de personnes. En avril 2024, ce blocus était [toujours en place](#).

Les Forces démocratiques syriennes (SDF) à dominante kurde contrôlent la région nord-est.

Les Forces démocratiques syriennes (SDF), dont le PYD et l'YPG fournissent le gros des combattants, [contrôlent environ un quart du pays](#), y compris les provinces de Raqqa et de Hassaké et partiellement Alep et Deir al-Zor. En 2022, la Turquie a bombardé de manière répétée les villes du nord-est de la Syrie contrôlées par les SDF. Ces attaques se sont poursuivies [en octobre 2023](#) en représailles à un attentat à Ankara, puis [en janvier 2024](#), en représailles à la mort de neuf soldats turcs tués en Irak lors d'une attaque du PKK.

Région d'Afrin et partie d'Alep sous contrôle turc. Zone de sécurité établie au nord suite à l'opération militaire turque d'octobre 2019. Graves violations des droits humains et retours forcés de réfugiés syriens.

A la suite de [quatre opérations militaires successives](#) sur le territoire syrien conduites entre 2016 et mars 2020, la Turquie a établi une présence militaire dans la province d'Alep et dans la région d'Afrin qu'elle contrôle avec des forces affiliées, notamment l'Armée nationale syrienne (ANS), une coalition informelle de groupes

d'opposition armés. A la suite de l'opération militaire d'octobre 2019, la Turquie a établi une zone de sécurité de 32 km de large et 480 km le long de la zone frontalière ou [elle projette de reloger 1 million de réfugié-e-s](#) syrien-ne-s résidant en Turquie. Dans un [rapport](#) publié en février 2024, HRW a documenté de graves violations des droits humains perpétrées par des factions de l'ANS et par les forces de sécurité turques dans les zones qu'elles occupent, y compris des enlèvements, des arrestations arbitraires, des violences sexuelles et des actes de torture. Toujours [selon HRW](#), depuis 2017, les autorités turques ont déporté des milliers de réfugiés syriens vers Tel Abyad, dans le nord de la Syrie, où les conditions humanitaires sont catastrophiques. Ces retours « volontaires » auraient doublé en 2023 par rapport à 2022.

Région d'Idleb largement contrôlée par Hayat Tahrir al-Sham (HTS). La région d'Idleb est contrôlée par des groupes armés rivaux, dont le plus important est Hayat Tahrir al-Sham (HTS), [une coalition de groupes armés islamistes sunnites anti-gouvernementaux](#), qui contrôlerait la majorité de la région. En mars 2024, des [manifestations](#) ont été rapportées à Idleb, les manifestant·e-s demandant la libération de prisonniers par le HTS et la fin de son emprise sur la région. Fragile cessez-le-feu entre la Turquie et la Russie depuis le 5 mars 2020. Des bombardements russes et des [tirs d'artillerie du régime syrien sur des zones civiles](#) ont continué en 2022 et 2023, HRW accusant notamment les forces syriennes d'utiliser des [armes à sous-munitions](#), ainsi que des armes incendiaires.

Daesh privé de territoires, mais toujours une menace. Bien que Daesh ait perdu tous ses territoires en Syrie depuis avril 2019, ce groupe est [toujours une menace](#) en raison de sa capacité à continuer à lancer des attaques. Le groupe compterait entre [5000 et 7000 membres](#) en Irak et en Syrie, dont la moitié environ seraient des combattants. Ses membres seraient surtout présents dans le désert montagneux de Badia et le long de la frontière syro-irakienne que le groupe utilise comme bases opérationnelles pour mener des attaques dans l'ensemble de la région. Dans le nord-est, environ [10 000 combattants de Daesh et 55 000 personnes liées au groupe](#) (dont [30 000 enfants](#)) sont toujours détenus dans les camps d'al-Hol et d'al-Roj où les conditions de détentions s'apparentent, [selon une experte de l'ONU](#), à « une détention de masse arbitraire et indéfinie, sans procédure légale ou judiciaire ».

4. Impact du conflit sur les civils

Au moins 350 000 morts depuis 2011. Près de 17 millions de syrien-ne-s ont besoin d'une aide humanitaire. Sur le plan humanitaire, la Syrie fait face à une crise persistante, exacerbée par les tremblements de terre de février 2023 qui ont causé [la mort d'au moins 5900 personnes en Syrie](#). Depuis 2011, le conflit a coûté la vie à [plus de 350 000 personnes](#). Selon l'ONU, en 2024, [16,7 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire](#) en Syrie, contre 15,3 millions en 2023. Sur ce chiffre, 5,5 millions sont déplacées, dont plus de 2 millions vivent dans des zones difficiles d'accès. Plus de [4,2 millions de personnes](#) dans le nord-ouest de la Syrie dépendent de l'aide humanitaire. Le Plan de réponse humanitaire 2023 pour la Syrie n'était financé qu'à hauteur de 33% à la fin de l'année, soulignant le manque de ressources pour répondre aux besoins des populations affectées.

12 millions de réfugié-e-s et personnes déplacées. Plus de la moitié de la population du pays, soit près de 12 millions de personnes, ont fui leur maison. Près de [6,8 millions sont déplacées en Syrie](#). En 2024, la majorité des personnes déplacées, ou [3,4 millions, se trouvent dans la région nord-ouest du pays](#), à Alep et Idleb, où le nombre de personnes déplacées a augmenté de plus de 500 000 personnes en une année. On estime que [5.2](#)

[millions de personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins](#), principalement en Turquie (3,1 millions), au Liban (784 000), en Jordanie (638 000) en Irak (277 000) et en Égypte (156 000).

Violations des droits humains par toutes les parties au conflit. Le gouvernement est accusé [d'arrestations arbitraires, de disparitions forcées, de torture et d'exécutions extrajudiciaires](#), surtout à l'encontre de ceux qui s'opposent ou sont perçus comme s'opposant au gouvernement. Également dans les zones reprises aux groupes anti-gouvernementaux et ce malgré les accords de réconciliation. Le PYD/YPG est [accusé de détentions arbitraires, de disparitions forcées et de torture d'opposants politiques, d'arrestations de journalistes, de défenseurs des droits humains et de personnes liées à Daesh](#). Les groupes armés anti-gouvernementaux sont [accusés d'enlèvements de civil-e-s, de torture et d'exécution sommaire de personnes liées à Daesh ou à des groupes armés rivaux](#).

5. Pratique des autorités suisses

Taux de protection élevé. Selon les [chiffres du SEM pour 2023](#), 1417 Syrien-ne-s ont déposé une demande d'asile en 2023, soit une hausse de 13 % par rapport à 2022. Le taux de reconnaissance était de 45.9 % tandis que le taux de protection (décisions positives + admissions provisoires) était de 84.2 %.